

DU 2 AU 8 OCTOBRE 2017

PRIX BAYEUX-CALVADOS
DES CORRESPONDANTS DE GUERRE

CATEGORIE JEUNE REPORTER

May JEONG – The Intercept

" La mort venue du ciel"

Version traduite

AFGHANISTAN - USA

OCTOBRE 2015 – AVRIL 2016

La mort venue du ciel

La quête de la vérité sur le bombardement de l'hôpital de Kunduz

Lorsque les talibans se sont emparés de Kunduz en septembre dernier après un siège d'un mois, la ville du nord de l'Afghanistan est devenue la première à tomber aux mains de l'insurrection depuis le début de la guerre en 2001. Une semaine plus tôt, de nombreux résidents de Kunduz avaient quitté la ville pour observer l'Aïd al-Adha, la « fête du sacrifice » honorant l'acte de soumission d'Abraham à Dieu. Les lourds combats ont fait fuir les quelques Kunduzis restants alors que les cadavres s'amassaient dans les rues.

Le vendredi 2 octobre, la ville est plongée dans le silence, un seul bâtiment éclairant quelque peu le ciel sombre. La plupart des organisations internationales avait évacué la ville lorsque les combats ont commencé, mais le Centre de Traumatologie de Kunduz, dirigé par Médecins Sans Frontières, est resté ouvert pendant toute la période des combats. C'était l'un des rares bâtiments avec un générateur. Tout au long de la semaine, la violence semble se heurter aux murs de l'hôpital sans jamais l'engloutir. Autour du complexe de 35620 mètres carrés, le site d'une ancienne usine de coton, les combats varient en intensité. Les médecins et infirmières marquent l'ampleur des combats par le nombre de blessés qui arrivent à leurs portes. Selon MSF, l'hôpital a traité 376 patients en urgence entre le 28 septembre, date de la chute de la ville, et le 2 octobre.

La semaine précédente avait été particulièrement sanglante, mais ce vendredi était inhabituellement calme: pas de combats à proximité, pas de coups de feu, pas d'explosions. « Je me souviens avoir vu un enfant jouer avec un cerf-volant », se rappelle le Docteur Kathleen Thomas, « et je me suis dit, aujourd'hui, c'est une journée calme. » Ce soir-là, alors que plus de 100 employés et gardiens de MSF dorment dans un sous-sol au-dessous de l'hôpital, plusieurs membres du personnel restent éveillés, parés à ce que la nuit pourrait leur apporter de blessés. Il y a 105 patients à l'hôpital, parmi lesquels trois ou quatre soldats du gouvernement afghan et environ 20 combattants talibans, dont deux semblent être de haut rang. Des membres du personnel de l'hôpital sortent pour prendre l'air automnal, chose qu'ils se sont abstenus de faire ces derniers temps, de peur d'être touchés par une balle perdue. Le ciel nocturne est clair.

Environ 7000 pieds plus haut, un gunship AC-130 se prépare à tirer. À 2h08, le 3 octobre, un missile commence sa descente, glissant à travers un ciel sans nuages.

À peu près deux heures plus tôt, l'infirmier Mohammad Poya s'était allongé sur le sol en béton du bureau administratif de l'hôpital. Poya avait quelques heures devant lui pour dormir, mais il n'arrêtait pas de penser aux cadavres. Dans la matinée, il s'était rendu à la morgue pour constater que ses frigos étaient pleins. Plus tôt dans la semaine, Poya avait demandé aux aides-soignants de serrer les morts les uns contre

les autres autant que possible. Lorsqu'il n'y a plus eu de place, il a demandé aux employés de nettoyer le perron de la morgue afin que les cadavres supplémentaires puissent y être empilés. Poya détestait la négligence plus que tout. Beaucoup de gens ont été victimes de morts indignes en Afghanistan ; le moins que l'hôpital puisse faire était d'accorder aux morts le respect qu'ils n'ont pas eu vivants.

Poya était particulièrement préoccupé par les combats qui avaient engorgé les rues autour de l'enceinte. Toutes les routes principales étant bloquées, l'hôpital manquait d'approvisionnement. Les couloirs débordaient de blessés et décision fut prise de trier les patients plus tôt que d'habitude afin d'éviter de gaspiller des ressources sur ceux qui étaient moins susceptibles de survivre. C'est en pensant aux patients qu'ils seront obligés de refuser que Poya s'endort enfin.

Plus tôt ce vendredi, à 13 heures, Guilhem Molinie, le chef de MSF en Afghanistan, s'installe à son bureau à Kaboul pour écrire un email à un contact au 3ème groupe des forces spéciales américaines, qui avait été déployé à Kunduz après la chute de la ville. « Questions au cas où les choses se passeraient mal » indique le sujet de l'email. Ce n'était pas la première fois cette semaine qu'il avait pris des précautions. Le lundi précédent, alors qu'une victoire des talibans semblait certaine, Molinie appelle un contact auprès des insurgés pour réaffirmer la position de neutralité de l'hôpital. Il fait de même avec le camp opposé, envoyant une lettre avec les coordonnées GPS de l'hôpital au Conseil national de sécurité afghan, au Ministère de la Défense, au Ministère de l'Intérieur, au Ministère des Affaires Étrangères, au Ministère de la Santé Publique, à l'Ambassade des États-Unis, à USAID (l'agence américaine pour le développement) et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le corps des Nations Unies chargé de répondre aux situations d'urgence complexes. L'ONU transmet l'email de Molinie au colonel Paul Sarat, commandant adjoint de la mission de l'OTAN dans le nord, ainsi qu'au général Abdul Hamid, qui dirige le 209e corps de l'armée nationale afghane, responsable des neuf provinces du nord du pays. Molinie essaie également de joindre Freedom's Sentinel, la mission américaine de lutte contre le terrorisme en Afghanistan, sans succès ; il pense avoir pris les précautions nécessaires.

Andres Romero, l'intermédiaire principal de MSF auprès du gouvernement américain, transmet alors les coordonnées à Carter Malkasian, un habitué de l'Afghanistan et conseiller du général Joseph Dunford, membre du Comité des chefs d'état-major interarmées. Malkasian envoie un email à Romero pour savoir si les talibans se sont emparés de l'hôpital, ce dernier lui répondant par la négative. Cette information semble cependant ne pas être parvenue aux forces d'opérations spéciales sur le terrain puisque selon l'Associated Press, le vendredi-même un officier supérieur du 3ème groupe des forces spéciales écrit dans son rapport quotidien que l'hôpital est sous le contrôle des talibans et qu'il prévoit de dégager le terrain dans les prochains jours.

Parmi les unités accompagnant le 3ème groupe des forces spéciales figurent des commandos afghans, ainsi que la 6ème unité d'opérations spéciales « Kandak » relevant du ministère de la Défense, les unités 222 et 333 rattachées au ministère de l'Intérieur et une unité spéciale de la police basée à Kunduz. Les hommes n'avaient

jamais travaillé ensemble avant et se sont soudain retrouvés chargés de mener la bataille pour récupérer la ville de Kunduz. « Ils ont été tout simplement balancés là-bas, dans un environnement dont ils ne connaissaient pas grand chose, » déclare un analyste en matière de sécurité basé dans le nord de l'Afghanistan, auparavant conseiller des forces spéciales américaines dans le pays. Celui-ci a demandé à ne pas être formellement identifié, de même que plusieurs dizaines d'individus interrogés pour cet article en Afghanistan et ailleurs. Certains n'ont pas été autorisés à témoigner officiellement. D'autres, y compris des résidents de Kunduz et des officiers de sécurité afghans, craignaient des représailles.

Le tableau qui émerge de ces témoignages de première main, ainsi que des entretiens avec plusieurs hauts responsables afghans, est celui d'un chaos et d'une incertitude invraisemblables, même selon les normes de la guerre. Sur le terrain, personne ne savait vers quels responsables se tourner, tandis que lesdits responsables ne semblaient pas avoir compris clairement ce qu'il s'y passait que ce soit avant, pendant, ou après la chute de la ville.

À 22H, Molinie retourne à son bureau pour appeler Heman Nagarathnam qui était en charge de l'hôpital de Kunduz. La nuit est tranquille et Nagarathnam sort, cigarette à la main, pour prendre l'appel. Ces consultations nocturnes permettaient à Molinie de se tenir au courant des événements autour de l'hôpital. Molinie savait, par exemple, que mardi, un représentant local des talibans avait rendu visite à Nagarathnam pour le rassurer quant à leurs intentions. Il savait que l'hôpital se trouvait dans une zone contrôlée par les talibans, mais que les soldats afghans continuaient à traverser la ligne de front pour apporter des patients. Le mercredi, cependant, la peur d'une prise de contrôle de l'hôpital par les talibans avait poussé des soldats vers l'hôpital provincial qui était dans une zone contrôlée par les forces gouvernementales.

Au cours de la semaine, les forces gouvernementales avaient reconquis la place centrale de la ville avant de la perdre à nouveau aux talibans. Vendredi soir, donc, Nagarathnam relaie ses inquiétudes quant au fait que l'hôpital se situait désormais dans une zone vulnérable à une contre-attaque. Ils évoquent les 2000 sacs de sable qu'il avait commandé afin de défendre l'hôpital contre les balles errantes. Un peu après 1h30, il part se coucher.

Depuis un certain temps, me dit Molinie, quelque chose le dérangeait. « Il n'a jamais été clair qui était responsable de quoi, » dit-il, en référence à ce conflit vieux de 15 ans qui n'allait qu'en se propageant. La guerre actuelle en Afghanistan était dirigée par deux commandements distincts: l'opération Resolute Support (RS) de l'OTAN et l'opération Freedom's Sentinel des forces américaines en Afghanistan. Resolute Support était une mission non-combattante dotée d'un mandat limité pour former, conseiller et aider les forces de sécurité afghanes. Freedom's Sentinel, successeur de l'opération Enduring Freedom, était la version la plus récente de la fameuse « guerre contre le terrorisme » des États-Unis. Elle était censée se débarrasser des quelques restes d'al-Qaïda dans le pays, mais sans la rigueur qui résulte d'une forme de supervision publique, Freedom's Sentinel semblait s'être égarée bien loin de son mandat déjà plus que flou.

Malgré l'annonce du président Barack Obama en 2014 selon laquelle la mission de combat américaine en Afghanistan se terminerait en 2015, Molinie avait remarqué que de nombreuses opérations militaires avaient lieu en dehors des mandats de Resolute Support et Freedom's Sentinel. Il n'était jamais clair où une mission s'arrêtait et une autre commençait. Bien avant janvier 2016, par exemple, lorsque le président Obama élargit la mission antiterroriste de Freedom's Sentinel pour inclure la lutte contre l'État Islamique, il y avait déjà des attaques aériennes visant le groupe dans la province du Nangarhar à l'est du pays.

Quand j'ai demandé au colonel Michael Lawhorn, porte-parole de l'OTAN et des forces américaines en Afghanistan, d'expliquer les différentes missions des deux commandements, il déclare: « Imaginez une grande boîte nommée RS et à l'intérieur vous avez une petite boîte nommée Freedom's Sentinel, mais à l'intérieur de cette boîte, vous avez deux boîtes plus petites, l'une nommée Resolute Support et l'autre, Antiterrorisme. » Lorsque j'ai demandé comment distinguer toutes ces différentes boîtes, Lawhorn a concédé: "Ce n'est pas toujours clair sous quelle autorité une action est prise." Il en est de même, dit-il, de ce qui a eu lieu à Kunduz.

De retour à l'hôpital, Poya dort enfin lorsqu'il est soudainement réveillé par un bruit terrible. Par sa fenêtre, il voit l'unité de soins intensifs en feu. Il lève les yeux et voit qu'un avion - appelé un « boongana » par la population locale en raison du bourdonnement sourd qu'il émet - survole l'hôpital. Comment décrire le barrage de feu qui a suivi ? Poya a vécu le bombardement comme une sorte de terreur interminable, une série de bruits assourdissants interrompus par des silences terrifiants. La mort était certaine, alors il appela son père pour décrire où la famille pourrait retrouver ses restes. Il voit un collègue pharmacien de 35 ans abattu, celui-ci ayant tenté de s'échapper du complexe par la porte sud.

Un AC-130 est un avion bâti autour d'une énorme arme à feu. Sa capacité de manœuvre permet à son canon de style Gatling de tirer jusqu'à 6000 coups par minute. C'est la plate-forme d'armes aériennes la plus létale: elle vole plus longtemps, porte plus d'armes et est plus mortelle que tout autre avion. C'est le même appareil qui était chargé de capturer Kunduz des mains des talibans et d'Al-Qaïda au début de l'intervention de l'OTAN menée par les États-Unis en Afghanistan. Jusqu'à 14 membres d'équipage dans l'avion sont épaulés par un coordinateur de contrôle de l'appui aérien, les aidant à fixer l'obusier 105 mm sur la cible pour viser, puis tirer.

À 2h09, Molinie est réveillé par un coup de fil. Nagarathnam est à l'autre bout et lui apprend que l'hôpital est en feu. Quelques minutes plus tard, un autre appel l'informe que l'hôpital est attaqué par les airs. Molinie appelle son contact des forces spéciales au département des opérations J3 qui lui dit qu'il n'est au courant d'aucune attaque aérienne dans le secteur. Molinie appelle ensuite l'ONU dont les contacts à l'OTAN affirment que RS n'a pas non plus vent d'une quelconque opération. Croyant qu'il doit donc s'agir d'une opération militaire afghane, Molinie contacte le ministre adjoint de l'Intérieur et le commandant des opérations auprès du ministère de la Défense. Molinie inscrit la séquence des événements dans un carnet. Le dernier élément, à

2h53 du matin, indique « Avion encore dans les parages. Viens de bombarder à nouveau. »

Au terme de l'attaque, l'unité de soins intensifs, la salle d'urgence et les salles d'opération sont complètement carbonisées. Le toit en tôle ondulée s'est détaché et seuls les murs restent debout, jonchés d'impact de balles. L'avion a tiré 211 obus, tuant 42 patients et membres du personnel qui avaient cru au fait que l'hôpital était considéré comme neutre et qu'il était, de fait, protégé. Des patients ont brûlé dans leurs lits. Six corps carbonisés sont en attente d'une enquête médico-légale pour déterminer leurs identités ; ils sont brûlés au point d'être méconnaissables.

L'AC-130 a détruit le bâtiment principal de l'hôpital MSF, mais toutes les autres structures demeurent intactes. La trajectoire des dégâts correspond parfaitement aux coordonnées GPS que Molinie avait transmises à ses contacts seulement trois jours plus tôt. Il était évident que les Américains étaient impliqués, mais à ce moment-là, personne ne savait dans quelle mesure ou à quelle fin.

Dès le départ, l'armée américaine a du mal à garder une position claire et cohérente quant à l'attaque. Certains responsables américains nient d'abord que les forces américaines ont attaqué l'hôpital MSF, prétendant que le bâtiment aurait subi des dommages collatéraux causés par une attaque aérienne adjacente. Le général John F. Campbell, le principal commandant américain en Afghanistan, affirme que les forces américaines essayaient des tirs avant que l'on ne fasse appel aux frappes aériennes. Le 4 octobre, Ash Carter, le secrétaire de la Défense, admet « qu'il y avait une action aérienne américaine dans cette zone » et « qu'il y a assurément eu destruction dans ces structures et dans l'hôpital. » Le récit change le lendemain lorsque le général Campbell déclare que les forces afghanes avaient été visées par des tirs et fait appel aux frappes aériennes.

MSF appelle à une enquête indépendante, dénonçant un crime de guerre. Après une enquête de six semaines, le général Campbell tient un briefing à Kaboul, la veille de Thanksgiving, et présente ce qui, à ce moment, est devenu la version officielle des événements: l'attaque était le résultat d'une succession d'erreurs humaines et de défaillances mécaniques.

Le 30 septembre 2015, affirme-t-il, les forces afghanes et leurs conseillers américains se sont installés aux locaux du chef de la police provinciale. Les forces afghanes planifiaient une opération de « nettoyage » et les forces américaines ont accepté de fournir un service d'appui en réserve.

Selon Campbell, l'équipage croyait qu'il venait au secours de forces terrestres visées par des tirs, une situation dénommée « troops in contact » (troupes au contact de l'ennemi). Ils se sont précipités pour décoller, se privant au passage du briefing de pré-mission.

Il déclare également que l'équipage a été notifié d'une nouvelle mission après le décollage, un ordre visant à bombarder un bureau local de la Direction nationale de la sécurité (NDS), l'agence de renseignement principale du gouvernement afghan, qui avait été pris par les talibans. « Au cours du vol, » dit-il, « les systèmes électroniques à bord de l'avion sont tombés en panne, empêchant la mise en place d'une capacité de commandement et de contrôle essentielle et éliminant la capacité

de l'avion à transmettre des vidéos, envoyer et recevoir des emails, ou envoyer et recevoir des messages électroniques. « L'équipage a saisi les coordonnées GPS du bureau de la NDS, mais le système électronique a dirigé l'avion vers un terrain vide. De là, ils ont localisé le « bâtiment le plus proche et le plus grand » qui correspondait à la description du commandant. L'enquête interne de l'OTAN a révélé que l'équipage n'a observé aucune activité hostile.

Le général Campbell affirme que l'armée n'a pas suivi ses propres règles d'engagement durant les frappes aériennes de Kunduz. Le commandant américain qui a appelé les frappes n'était pas en position de voir la cible ; il était à plusieurs centaines de mètres, à portée visuelle ni du NDS, ni de l'hôpital MSF. De plus, les frappes n'étaient pas nécessaires pour la protection des forces.

Contrairement au récit de l'armée américaine, la réponse du gouvernement afghan est plus cohérente. Immédiatement après l'attaque, les autorités afghanes déclarent que les frappes étaient justifiées car l'hôpital était un bastion des talibans.

Le major Abdul Kabir, un officier de liaison aérienne afghan qui a aidé à coordonner les demandes de frappes aériennes lors des combats à Kunduz, m'a dit que personne n'avait informé les forces gouvernementales d'une quelconque liste de cibles à ne pas frapper dans le cadre spécifique de cette mission. Un responsable de l'OTAN ayant travaillé sur l'enquête conjointe Afghanistan-OTAN affirme que les règles d'engagement précédentes n'incluaient pas cette liste, mais qu'elle avait été ajoutée depuis. Kabir et d'autres affirment n'avoir remarqué aucune différence dans les règles d'engagement après les frappes de Kunduz.

Sediq Sediqi, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, a déclaré que 10 à 15 terroristes se cachaient dans l'hôpital. Le conseiller à la sécurité nationale Hanif Atmar a affirmé que le gouvernement assumerait l'entière responsabilité, car « nous sommes convaincus à 100%, sans aucun doute, que l'endroit était occupé par les talibans, » selon les notes de réunion examinées par l'Associated Press. Le ministre intérimaire de la Défense, Masoom Stanekzai, a également déclaré à l'AP que l'hôpital était utilisé comme refuge par les insurgés.

MSF a nié à de maintes reprises que des combattants talibans armés se trouvaient dans l'hôpital, et personne n'a présenté de preuves crédibles pour étayer ces accusations.

Dans son briefing de novembre, le général Campbell a déclaré que les « personnes les plus étroitement liés à l'incident ont été suspendues de leurs fonctions », en attendant des mesures disciplinaires. Pourtant, les États-Unis rejettent fermement l'idée d'une enquête indépendante, ce qui entraîne des soupçons de dissimulation. « Si les autorités avaient déclaré que c'était une erreur terrible dès le premier jour, il aurait été plus facile de croire que c'était une erreur, » explique Molinie. « Mais puisque, au début, les hauts responsables afghans ont déclaré que l'hôpital avait été bombardé parce qu'il s'agissait d'une base talibane, il nous est difficile d'avalier le scénario d'une erreur à 100%. »

Le général Campbell venait d'arriver à Washington lorsqu'il a été informé des événements de Kunduz. La chute de la ville a apparemment été une surprise pour

tout le monde, y compris les talibans. La seule exception était le gouverneur de Kunduz, Omar Safi, qui avait passé la plus grande partie de son court mandat de 10 mois à tirer désespérément la sonnette d'alarme quant à la chute imminente de la ville.

Safi m'a dit qu'il a écrit 35 lettres au Conseil de sécurité nationale des États-Unis, rompant même le protocole en contactant directement par email général John Campbell pour exiger du soutien aérien. Campbell a répondu à Safi que le nouveau mandat ne permettait pas un soutien aérien rapproché aux forces afghanes. Pour autant, avant de se rendre à Washington et dans le but de décentraliser le commandement au sein des forces, Campbell avait délégué l'autorité d'ordonner des frappes à un subordonné, un commandant de niveau tactique qui serait amené à prendre des décisions dans le feu de la bataille.

À plusieurs reprises tout au long de 2015, la ville est sur le point de s'effondrer, mais le gouvernement parvient toujours à maintenir sa mainmise. Elle chute presque en avril, lorsque les talibans lancent une nouvelle offensive. Une autre alerte a lieu en juin lorsque les districts du nord-est tombent aux mains des talibans tandis que le centre tient bon. À l'automne, affirme l'analyste sécurité basé dans le nord de l'Afghanistan, « c'était la troisième fois que tout le monde avait vu ce même film. »

« Je pense que personne n'avait la moindre idée de ce qu'il se passait sur le terrain, » affirme l'analyste sécurité qui surveillait de près la chute de Kunduz. Il se souvient avoir appelé le conseiller politique du général Campbell pour l'informer que la ville allait tomber. « Je lui ai envoyé un sms indiquant que le bureau de l'ONU avait été envahi et qu'il était en feu. Il a répondu: « Nous avons vérifié et ce ne sont que quelques bâtiments périphériques qui sont en feu. » Si quelqu'un avait eu des propos pareils au sujet du QG de Resolute Support, « Non, ce n'est pas le QG, c'est juste le poste de tri du courrier qui est en feu », je ne pense pas que cela aurait été jugé acceptable.»

Selon le Général de brigade Ashraf Khan, commandant des forces aériennes afghanes pour le nord, moins de 24 heures après la chute de Kunduz, le général Campbell a autorisé l'utilisation des AC-130 par les commandants du terrain.

Lors d'une interview téléphonique, le général Campbell affirme qu'il ne se prononcerait pas sur les règles d'engagement, mais déclare: « Si quelqu'un était attaqué et qu'il avait besoin d'utiliser l'AC-130, pourquoi devrait-il attendre jusqu'à ce que j'aie atterri pour m'en demander la permission? Vous voyez ce que je veux dire ? Vous avez toujours le droit à l'autodéfense. Je ne parle pas simplement de Kunduz, je parle de n'importe quelle situation. »

« S'il doit appeler son patron, qui doit appeler son patron, qui doit appeler son patron, qui doit appeler son patron, qui doit appeler son patron, qui doit m'appeler moi qui suis en avion à ce moment-là, entre temps les gars sur le terrain sont morts. »

« Il y a toujours un responsable présent », affirme Campbell. « Lorsque vous avez des changements dans la direction, vous expliquez qui a le pouvoir de faire quoi, dans toutes les circonstances. » Il affirme avoir visité le site de l'accident d'un C-130 avant de quitter l'Afghanistan, puis, aussitôt atterri à Washington, avoir eu vent des frappes de Kunduz. « Les rapports initiaux affirmaient que nous avions frappé un

hôpital, et je sais que nous ne ciblons pas les hôpitaux, donc quelque chose avait dû mal tourner. »

Dans un scénario ordinaire, une force afghane sur le terrain réclame une attaque aérienne à travers sa chaîne de commandement au ministère de la Défense, qui, à son tour, contacte l'OTAN. Une requête nécessite un formulaire de huit lignes incluant l'emplacement, le niveau de menace et d'autres détails tels que les informations géographiques ou biographiques, le tout envoyé par email et prenant deux à trois jours avant d'être approuvé, selon les coordinateurs de vol. Mais dans le feu du combat, des frappes peuvent être réclamées via un téléphone portable non crypté et approuvées en moins de 20 minutes, selon un coordinateur de vol de RS.

Un ancien responsable du NDS afghan affirme que le rapport initial indiquant que des insurgés se trouvaient dans l'hôpital MSF était corroboré par le Signals Intelligence - les communications par téléphone ou radio qui menaient vers l'enceinte de l'hôpital. Ces deux flux d'informations, dit-il, ainsi que certains témoignages, ont élevé cette information au rang de « renseignement abouti » indiquant que les talibans étaient bel et bien à l'intérieur de l'hôpital. Pourtant, selon un ancien conseiller du gouvernement afghan, le contrecoup immédiat de ces frappes était tout à fait incertain. « N'oubliez pas que le renseignement est constitué d'information mais également de désinformation. »

Selon l'ancien conseiller du gouvernement, dans les jours qui ont suivi les frappes, les Afghans étaient sous une pression immense de la part des militaires américains afin de tenir la ligne. Le président Ashraf Ghani, qui a publié une déclaration exprimant son « profond chagrin », était favorable à l'appel de MSF pour une mission d'enquête indépendante, mais lorsque les États-Unis ont refusé d'y participer, les Afghans ont été « mis en position de dire non. »

« Les Américains ont fermement fait comprendre que cela ne pouvait pas se passer ainsi, » affirme l'ancien conseiller. « [Ils] ont clairement indiqué que cela pourrait entraîner une perte de soutien. » La menace d'éventuelles accusations de crimes de guerre pesait sur la discussion.

En l'absence d'une enquête indépendante, une équipe conjointe Afghanistan-OTAN chargée de l'évaluation des victimes civiles est déployée à Kunduz. Le président Ghani affecte également une commission afghane supervisée par l'ancien chef du NDS, Amrullah Saleh, qui finira par exclure les frappes contre l'hôpital de son enquête.

Les bombardements sur l'hôpital MSF ont mis en évidence les tensions sous-jacentes au sein du gouvernement de coalition, dirigé par le président Ghani et le chef de l'exécutif Abdullah Abdullah. La discorde entre les deux hommes avait abouti à un affrontement, que leurs rivaux politiques mettent en avant comme la raison de la chute de Kunduz. En effet, la défaite a lieu à la veille du premier anniversaire du gouvernement d'unité nationale, qui, selon ses détracteurs, n'avait rien accompli. En raison de l'animosité persistante entre les deux dirigeants, et bien que le pays ait été en proie à des problèmes de sécurité sans cesse croissants, l'Afghanistan n'avait pas encore de ministre permanent de la Défense.

Plus de 20 responsables du gouvernement afghan et membres des forces de sécurité interrogés pour cet article restent convaincus que les talibans ont attaqué les forces afghanes de l'intérieur de l'hôpital. Cette conviction profonde demeure, même face à une accumulation de preuves du contraire.

« [La chute de] Kunduz représente un embarras considérable pour le gouvernement », m'a dit l'ancien conseiller du gouvernement. Le conseiller en sécurité nationale Hanif Atmar avait une attitude "belliqueuse" sur l'affaire de Kunduz, affirme-t-il. « C'est une personne très réfléchie et intelligente, pas le genre à se livrer à des conclusions hâtives. Mais dans ce cas précis, il ne semblait pas vouloir trouver la vérité. »

« C'était un moment chargé d'émotion pour tout le monde », affirme l'ancien conseiller du gouvernement. « Une énorme perte de prestige. Le moral était à zéro. » Selon Mark Bowden, représentant spécial adjoint des Nations Unies pour l'Afghanistan, de cet effondrement stratégique et émotionnel s'est développé le sentiment selon lequel « certaines choses précédemment illégitimes étaient devenues plus légitimes. » Le sentiment général parmi les forces afghanes était que cette guerre ne menait à rien de bon. Dans une bataille qui semble perdue, tout devient permis, y compris le bombardement d'un hôpital dont beaucoup en étaient venus à croire qu'il hébergeait des insurgés.

Le soir des frappes contre l'hôpital, un commandant d'unité avec les forces spéciales du ministère de la Défense était au quartier général de la police qui recevait des coups de feu provenant de la direction de l'hôpital. « Des véhicules sortaient de là, s'engageaient, puis se retiraient, » m'a-t-il dit. Lorsque je souligne qu'il n'aurait pas pu voir la porte de l'hôpital d'où il était, à plusieurs centaines de mètres de là, il répond qu'il en est sûr car il a personnellement interrogé un membre du personnel qui lui a dit que l'hôpital était plein « d'hommes armés s'y abritant. » Ce dernier lui aurait également affirmé qu'il y avait des généraux pakistanais qui utilisaient l'hôpital comme point de chute et qu'ils y avaient installé une cellule de crise. Lorsque je conteste à nouveau sa version des faits, il répond : « N'importe qui peut affirmer quoi que ce soit. La vérité est toute autre. »

Saleh, l'auteur du rapport de 200 pages de la commission afghane sur la chute de Kunduz et le chef de l'une des nombreuses coalitions politiques informelles qui s'opposent au gouvernement actuel, estime que « l'intégrité de l'hôpital a été violée » et présente comme preuve 130 heures d'enregistrements avec plus de 600 interlocuteurs. « J'ai parlé avec le directeur de MSF en Afghanistan, » a-t-il récemment déclaré. « Ils ne nient pas que l'hôpital ait été infiltré par les talibans. »

MSF nie catégoriquement que des combattants armés étaient présents à l'hôpital.

Saleh affirme que les forces afghanes se faisaient tirer dessus en provenance du mur sud-est de l'hôpital, que les insurgés utilisaient comme bouclier. Ismail Masood, le chef d'état-major du gouverneur de Kunduz, qui a assisté à des réunions avec le NDS et d'autres services de renseignement, affirme qu'il a entendu dire que « c'était dans le parking à l'est où les talibans étaient présents. »

Certains voisins, cependant, ont une version différente. Abdul Wahab, un gardien qui travaillait dans la rue en face de l'hôpital, m'a dit que les talibans portaient

régulièrement leurs blessés dans le centre de traumatologie mais qu'il n'a jamais vu d'insurgés armés y entrer, ni de tirs provenant de l'hôpital. Abdul Maroof, propriétaire d'un entrepôt dont le mur nord jouxte celui de l'hôpital, affirme qu'il a vu « jusqu'à cent » combattants talibans entrer dans le bureau du NDS de l'autre côté de la rue, mais jamais dans l'hôpital.

Pour sa part, MSF affirme que, le jour des frappes, « aucun combat n'a eu lieu autour de l'hôpital, aucun avion n'a été entendu, aucuns coups de feu n'ont été signalés, ni d'explosions à proximité de l'hôpital. »

« Malgré toute la sympathie que j'ai pour les victimes », affirme Saleh « ce n'est pas dans l'intérêt du survivant de dire qu'il y avait des combats. Ils doivent se montrer en tant que victimes, ce qu'ils sont de toute façon. » Saleh déclare que l'hôpital « fait partie de la tragédie, mais n'est pas toute la tragédie. » Dans une guerre qui a vu une petite fille écrasée par une boîte de tracts de propagande larguée depuis un avion et des bombardements aériens sur des mariages, un attentat sur un hôpital ne lui semble pas hors de l'ordinaire.

Un ancien capitaine des forces spéciales afghanes déclare être indigné de ce qu'il considère être une couverture médiatique injustifiée de ces frappes. « Cela va limiter les attaques aériennes, dit-il, et sans les frappes aériennes, nous aurions perdu Kunduz. Nous avons besoin que les Américains restent à nos côtés », affirme-t-il. « Des histoires comme celles-ci vont nuire à des innocents. Lorsque Daesh prendra l'Afghanistan, la première personne à être violée ou tuée sera vous, l'étranger. »

« Les Afghans ont peu de considération pour les Conventions de Genève », affirme un ancien haut responsable occidental. « Leur principale préoccupation est de maintenir le soutien des américains, ainsi que leur force de frappe aérienne. Leur plus grande peur après ces frappes était que cela ne devienne plus difficile de demander du soutien aérien de la part des américains s'ils venaient à tomber dans la merde. »

Le major Abdul Kabir, l'agent de liaison aérienne, tente de m'expliquer la difficulté de la guerre. « Laisseriez-vous vos hommes se faire tuer à cause d'une règle stupide? Pensez-vous que les combats sont faciles ? » Je réponds que je n'ai jamais été dans une telle situation, mais que je peux effectivement en imaginer la difficulté. « D'un côté, vous avez les talibans qui vous attaquent et de l'autre, vous avez vos soldats qui vous disent qu'ils sont juste à quelques mètres. Et nous avons ces règles internationales qui rendent le combat contre l'ennemi beaucoup plus difficile. »

« Avez-vous déjà goûté à la peur ? » demande Kabir. Avant que je ne puisse répondre, il sort un pistolet. Nous étions assis dans une chambre d'hôtel à Mazar-e-Sharif, en attente d'un hélicoptère pour aller à Kunduz. « Quand je mets ce pistolet sur votre tête, avez-vous peur ? » Je lui réponds que je comprends ce qu'il veut dire. « En guerre, vous ne vous sentez pas très gentil à l'égard de votre ennemi. Vous ne faites pas preuve de mansuétude car vous voulez le tuer afin de préserver votre propre vie. »

Certains, qui ne peuvent pas imaginer que l'armée américaine puisse essuyer des échecs de cette envergure, adoptent un raisonnement ex post. « Ils ne peuvent pas croire que c'est une erreur, donc ils réfléchissent à l'envers, affirme Molinie. Ils

s'accrochent à une vision idéologique des faits et voient les choses à travers le prisme de leurs propres convictions. »

Le lieutenant Abdullah Gard, qui dirige la Force d'intervention rapide du ministère de l'Intérieur, affirme qu'il avait été mécontent vis-à-vis de l'hôpital depuis que MSF avait ouvert une clinique dans le district de Chardara, un bastion des talibans. MSF avait remarqué que les patients éprouvaient des retards qui entraînaient souvent des pertes de membre, voire la mort, et en juin dernier le groupe a ouvert un poste de stabilisation de l'autre côté de la ligne de front. Pour Gard et ses hommes, cela a scellé le destin de l'hôpital. Aux yeux de l'armée afghane assiégée qui menait une guerre perdue d'avance, MSF s'était aventuré trop loin de l'autre côté. Dans un conflit binaire où seules deux positions sont possibles, la neutralité est une position intenable. La guerre rabaisse « l'autre » à l'état de monstre. Si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous. « Ils sont considérés comme des belligérants plutôt qu'un groupe impartial », affirme l'analyste sécurité basé dans le nord de l'Afghanistan. « Aux yeux du gouvernement, ils étaient allés trop loin avec Chardara. »

Gard évoque MSF avec la haine personnelle que l'on réserve aux traîtres. Il accuse le groupe de « guérir les combattants et de les renvoyer sur le champ de bataille », une phrase que j'ai entendue à plusieurs reprises. Le commandant Abdul Wahab, à la tête de l'unité qui veillait sur les locaux du chef de la police provinciale, m'a dit qu'il ne comprenait pas pourquoi dans la bataille un insurgé pouvait être tué, mais que s'il était simplement blessé, il serait conduit à l'hôpital et bénéficierait d'un régime de protection. Ne serait-il pas plus facile, la guerre ne serait-elle pas moins longue et sanglante, si l'on pouvait simplement se présenter et emmener ces combattants alors qu'ils sont hors d'état de nuire ? » Il s'est rendu trois fois à l'hôpital MSF pour se plaindre. Chaque fois, un médecin étranger lui a rappelé le statut neutre de l'hôpital et son règlement interdisant les armes, ce qui le consternait.

L'attaque de Kunduz n'est ni la première, ni la dernière attaque contre un hôpital dirigé par une organisation internationale. Le 17 février, une clinique suédoise dans la province de Wardak est perquisitionnée par les forces spéciales afghanes. Les troupes font irruption dans cette petite unité de 10 lits pendant que des hélicoptères font des rondes au-dessus. Celles-ci sont accompagnées de mentors anglophones qui ne participent pas au raid mais se trouvent à proximité lorsque les forces afghanes saisissent deux malades et un aide-soignant qui semblent mineurs et les traînent dans une boutique abandonnée. Vingt minutes plus tard, des coups de feu retentissent. Plus tard, les trois seront retrouvés exécutés. Des responsables de Resolute Support ont informé le Swedish Committee (le Comité suédois pour l'Afghanistan) qu'une enquête avait été ouverte.

C'était au moins la huitième fois en quatre ans qu'un établissement médical soutenu par le Swedish Committee avait été perquisitionné ou fouillé par les forces internationales. Presque toutes les cliniques du groupe opèrent dans des territoires contrôlés ou contestés par les talibans, où les besoins sont les plus importants. En

2009, un raid en particulier dans une clinique du Swedish Committee à Wardak a lieu quelques jours après qu'une attaque aérienne de l'OTAN a tué jusqu'à 125 personnes près de Kunduz. Cette attaque, comme celle de 2016, a créé un tollé auprès des observateurs internationaux car constituant une violation possible du droit international, sans pour autant attirer beaucoup d'attention.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge, entre 2014 et 2015, le nombre de menaces ou d'attaques contre des établissements médicaux en Afghanistan signalés à l'organisation a augmenté de 50 pour cent. Contrairement aux frappes de Kunduz qui ont fait l'actualité, beaucoup de ces incidents et violations mineurs passent inaperçues, alors même qu'ils entaillent progressivement quelque chose de fondamental. « Il existe clairement un sentiment fort au sein du gouvernement que les talibans sont des cibles légitimes, où qu'ils se trouvent », affirme Mark Bowden de l'ONU.

Après l'attaque de Kunduz, l'ONG internationale Emergency a construit un bunker de 12mètres sous son centre de traumatologie dans le Helmand.

LE 2 MARS, le général Campbell quitte son poste sans être promu, indiquant que son implication, voire sa culpabilité, dans les frappes de Kunduz sont peut-être beaucoup plus grandes que celles révélées publiquement. Il prend sa retraite le 1er mai. Campbell était supposé prendre la tête du commandement central des Etats-Unis (CENTCOM). Mais l'incident de MSF semble avoir « joué un rôle dans sa mise à l'écart », déclare un ancien responsable occidental.

Interrogé sur sa non-promotion au commandement central, le général Campbell répond : « Les gens ne se disent pas, 'tiens, j'aimerais bien être le prochain commandant de CENTCOM.' Je n'ai pas fait ça. Nous faisons les tâches qui nous sont assignées. » Pour autant, sa retraite advient à la suite d'une offre d'emploi dont il ne souhaitait pas. « Il y a toutes sortes de rumeurs. Le secrétaire [d'État] m'a appelé et m'a demandé de prendre un autre poste de commandement. J'ai été très honoré et l'ai remercié pour sa confiance, ainsi que le président, mais pour moi à ce moment-là, ce n'est pas quelque chose que je voulais faire. J'ai respectueusement décliné l'offre. C'est tout. »

Campbell a réitéré ses déclarations de novembre sur l'enquête du Pentagone, dont une version expurgée pourrait bientôt être diffusée. Au sujet des déclarations initiales sur les dommages collatéraux, il répond : « Je n'autoriserais personne à employer le terme de « dommage collatéral ». C'est stupide. Tout ce ça contribue à faire, c'est rendre les gens en colère. »

« Je ne pense pas que la version des faits a changé, dit-il. Je pense que nous avons appris plus en plus au fur et à mesure de l'enquête. Nous ne pouvions juste pas en parler jusqu'à ce que l'enquête soit terminée. Une fois l'enquête terminée, toutes les mesures disciplinaires doivent être mises en œuvre. »

Le 16 mars, des responsables de la défense des États-Unis indiquent que plus d'une douzaine de militaires de terrain américains ont été disciplinés pour les manquements qui ont mené aux frappes.

Attaquer délibérément un hôpital est un crime de guerre, après tout, mais les tueries aveugles de civils à l'extérieur d'un hôpital le sont tout autant. Et il convient de noter,

selon un analyste occidental de la sécurité qui est un expert sur Kunduz, que « même s'ils avaient frappé le siège du NDS, il y aurait eu des pertes civiles. » Le bureau du NDS, dont l'armée américaine dit qu'il était la véritable cible, se trouve dans un quartier résidentiel, tout comme la maison privée et l'usine de thé qui ont également été bombardées la nuit de l'attaque contre l'hôpital MSF. Un AC-130, souligne l'analyste, est une arme disproportionnée et aveugle, qui ne convient pas aux zones civiles en plein milieu de la nuit.

Un ancien commandant des forces spéciales afghanes qui était au centre de commandement et de contrôle de Kunduz pendant l'attaque m'assure que je ne mettrai jamais le doigt sur ce qu'il s'est réellement passé. La raison, m'explique-t-il, vient de ce que Clausewitz appelait le « brouillard de la guerre ». « La vérité du terrain est impossible à connaître. Même ceux qui étaient là ne peuvent pas vous dire ce qu'ils ont vu. » Ni l'enquête interne de MSF, ni l'enquête conjointe Afghanistan-OTAN, ni la commission Saleh, et certainement pas l'enquête militaire de 5000 pages rédigées par le Commandement central des États-Unis ne nous apprendront ce qu'il s'est passé cette nuit-là, m'assure-t-il. « Avez-vous déjà assisté à un affrontement armé ? On le perçoit en quelques seconds, comme dans un rêve. » La dernière phrase du rapport de Saleh fait écho à son sentiment. « Les faits ne sont jamais solides et nous ne pouvons pas les sentir et il en demeurera ainsi. »

Ce qui est bien solide, cependant, ce sont les 211 balles tirées dans un hôpital du nord de l'Afghanistan pendant la nuit en octobre dernier et que ces balles ont été ressenties par les 42 hommes, femmes et enfants qui y ont été tués. Victimes d'incompétence, ou de préjudice, ou des deux. La vérité du terrain peut être insaisissable, mais elle existe ; quelqu'un dans la chaîne de commandement militaire a donné un ordre, entraînant directement la perte de vies innocentes.